



Activation d'Action Anticipatoire

Haïti



L'Action Anticipatoire pour soutenir les communautés avant les inondations au travers du système de protection sociale en Haïti

À la mi-novembre 2023, le Programme alimentaire mondial (WFP), en collaboration avec le gouvernement d'Haïti, a activé le plan d'Action Anticipatoire en prévision de fortes pluies annoncées. Cet effort conjoint a permis la diffusion de messages d'alerte précoce à plus de 500 000 personnes dans cinq départements et à fournir un soutien financier à environ 18 500 personnes dans quatre districts du département de la Grand'Anse. Cette activation a permis de préserver des vies et des moyens de subsistance en prévision des fortes pluies qui risquaient de provoquer des inondations.

Haïti est confronté à une crise complexe exacerbée par un contexte politique et socio-économique difficile, une insécurité alimentaire accrue, une pauvreté généralisée, des inégalités de revenus, une escalade de l'insécurité et une violence chronique des groupes armés. La dégradation de l'environnement dans le pays intensifie davantage la vulnérabilité à l'érosion, aux glissements de terrain et aux inondations. Par conséquent, les analyses indiquent qu'environ 4,35 millions de personnes à l'échelle nationale connaissent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire, dont plus de 119 000 dans le seul département de la Grand'Anse.

Le 13 novembre, en réponse aux prévisions indiquant l'approche d'une dépression tropicale accompagnée de pluies abondantes sur Haïti, le PAM a déclenché les préparatifs pour une éventuelle activation du plan d'Action Anticipatoire. Le 15 novembre, le Comité de Réponse à la Protection Sociale Adaptative, un comité multipartite présidé par le gouvernement, a examiné les données prévisionnelles et confirmé que les critères d'activation étaient remplis dans quatre districts du département de la Grand'Anse, notamment en ce qui concernait les précipitations prévues dans les jours à venir.

Données clés

| | |
|--|---------|
| Localisation: Départements Sud, Grand'Anse, Nippes, Nord, Nord-Ouest | |
| Nombre de personnes soutenues par les messages d'alerte précoce | 512,894 |
| Nombre de personnes soutenues par les transferts monétaires | 18,575 |

Dès le 16 novembre, le PAM, en collaboration avec la Protection Civile, a diffusé des messages d'alerte précoce en créole via SMS à plus de 500 000 personnes dans cinq départements (Sud, Grand'Anse, Nippes, Nord, Nord-Ouest). La population ciblée a reçu sur deux jours une série de quatre messages contenant des prévisions météorologiques et des recommandations. Les messages ont souligné l'importance de surveiller les sources de communication officielles, de sécuriser les objets de valeur et les documents légaux, et de constituer des réserves de médicaments et d'eau potable. De plus, les résidents des zones à risque d'inondation ont été avisés d'évacuer rapidement.

Par ailleurs, en collaboration avec le ministère des Affaires sociales et du Travail, environ 18 500 personnes vulnérables du département de la Grand'Anse ont reçu des transferts monétaires inconditionnels via le système national de protection sociale, en particulier le Projet de Protection Sociale Adaptative pour une Résilience Accrue (PSARA). En utilisant le mécanisme existant de transferts monétaires électroniques, le PAM a garanti un accès fluide à l'assistance monétaire, minimisant les défis supplémentaires pour les bénéficiaires. L'assistance financière a été complétée par une communication SMS spécifique, expliquant que l'aide financière était destinée à soutenir les populations en prévision de l'impact imminent des inondations.

À la suite de cette activation, le PAM prévoit de mener une évaluation post-distribution et une revue après action. L'objectif est de comprendre comment la population ciblée a utilisé les transferts pour se préparer aux pluies et d'intégrer les leçons apprises dans la conception des filets de sécurité sociale présents et futurs. De plus, en collaboration avec les agences et organisations de l'ONU sur place et la communauté de pratique récemment lancée, le PAM explore activement des options pour étendre l'action anticipatoire en Haïti en 2024.

Cette mise en œuvre proactive et collaborative a été rendue possible grâce au financement pluriannuel et à l'investissement dans l'Action Anticipatoire du ministère fédéral allemand des Affaires étrangères depuis 2017. Avec un coût total de 365 787 dollars, cette activation a permis à la population vulnérable d'atténuer l'impact des inondations, protégeant ainsi leurs vies et leurs moyens d'existence.